



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Sri Lanka

Décision adoptée à l'unanimité par le Conseil directeur de l'UIP à sa 208^e session (Madrid, 30 novembre 2021)



© Photo reproduite avec l'aimable autorisation de la famille de M. Bathiudeen

LKA-77 - Rishad Bathiudeen

Allégations de violations des droits de l'homme

- ✓ Arrestation et détention arbitraires
- ✓ Non-respect des garanties d'une procédure équitable dans les procédures visant des parlementaires
- ✓ Atteinte à la liberté d'opinion et d'expression

A. Résumé du cas

M. Abdul Rishad Bathiudeen, un des principaux dirigeants de l'opposition musulmane, a été arrêté le 24 avril 2021 en application de la loi N° 48 de 1979 sur la prévention du terrorisme (Dispositions provisoires). Il est accusé d'avoir aidé et encouragé les auteurs des attentats-suicide prétendument liés à l'État islamique qui ont causé la mort de près de 300 personnes le 21 avril 2019, jour de Pâques. Ces attentats étaient dirigés contre des églises et des hôtels et visaient la communauté chrétienne de Sri Lanka.

Au moment des faits, M. Bathiudeen était Ministre de l'industrie et du commerce. Parmi les entités relevant de sa compétence, figurait notamment le Conseil de développement industriel (CDI), organisme chargé, entre

Cas LKA-77

Sri Lanka : parlement Membre de l'UIP

Victime : un parlementaire de l'opposition

Plaignant(s) qualifié(s) : Section I. 1 a) de la Procédure du Comité (Annexe I)

Date de la plainte : mai 2021

Dernière décision de l'UIP : - - -

Mission de l'UIP : - - -

Dernière audition devant le Comité :
- - -

Suivi récent :

- Communication des autorités : août 2021
- Communication du plaignant : novembre 2021
- Communication de l'UIP adressée aux autorités : octobre 2021
- Communication de l'UIP adressée au plaignant : novembre 2021

autres, de vendre de la ferraille aux entreprises et de délivrer les licences d'exportation correspondantes. Il se trouve qu'une entreprise, Colossus (Pdt) Ltd, présidée par un directeur devenu par la suite l'un des kamikazes, avait acheté de la ferraille et cherché à obtenir une licence d'exportation auprès du CDI, et qu'une partie de l'argent reçu pouvait avoir été utilisé pour financer les attentats terroristes.

D'après le plaignant, M. Bathiudeen n'a en aucune façon été directement associé au processus d'autorisation de la vente de la ferraille ou à l'octroi des licences d'exportation puisque ces compétences avaient été déléguées à des tiers au sein du ministère qu'il dirigeait. De plus, M. Bathiudeen n'avait absolument aucun lien avec le président de Colossus (Pvt) Ltd. À cet égard, le plaignant souligne également que non seulement une commission d'enquête ministérielle mais aussi une commission parlementaire à composition restreinte et une commission d'enquête présidentielle n'ont trouvé aucun élément à charge contre M. Bathiudeen concernant les attentats-suicide. Le plaignant affirme que M. Bathiudeen a été visé par cette procédure pénale pour son opposition à l'actuel président Rajapakse et en raison du sentiment antimusulman qui régnait dans le pays après les attentats du dimanche de Pâques.

Selon le plaignant, M. Bathiudeen a été arrêté sans mandat et n'a pas non plus été inculpé. Il a immédiatement intenté une action en protection de ses droits fondamentaux pour contester son arrestation et sa détention. D'après le Secrétaire général du parlement, l'affaire concernant directement le parlement, son Président a été tenu informé par les autorités compétentes de l'arrestation de M. Bathiudeen dès celle-ci, conformément à la procédure applicable. La requête en droits fondamentaux de M. Bathiudeen a été examinée par quatre juges de la Cour suprême qui se sont tous récusés. M. Bathiudeen a été libéré sous caution le 14 octobre 2021 par le tribunal d'instance de Fort Colombo, mais il reste considéré comme suspect dans l'enquête.

Le 4 octobre 2021, des procureurs sri-lankais ont mis en accusation 20 suspects devant la Haute Cour permanente de Colombo, ainsi que le « cerveau » des attentats-suicide qui appartiendrait à l'État islamique. Ces individus seraient directement associés aux auteurs des attentats-suicide. De nombreuses autres personnes – on évoque le chiffre de 300 – seraient toujours détenues sans qu'aucune charge n'ait été portée contre elles en lien avec les attentats du dimanche de Pâques.

Il est à noter que M. Bathiudeen est également visé dans une autre affaire qui n'est pas liée à la plainte examinée par le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP.

B. Décision

Le Conseil directeur de l'Union interparlementaire

1. *note* que la plainte concernant M. Rishad Bathiudeen est recevable étant donné qu'elle i) a été présentée en bonne et due forme par un plaignant qualifié en application de la section I. 1 a) de la Procédure d'examen et de traitement des plaintes (Annexe I des Règles et pratiques révisées du Comité des droits de l'homme des parlementaires) ; ii) concerne un parlementaire dans l'exercice de ses fonctions au moment des faits allégués ; et iii) a trait à des allégations d'arrestation et de détention arbitraires, de non-respect des garanties d'une procédure équitable dans les procédures visant des parlementaires et d'atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, allégations qui relèvent de la compétence du Comité ;
2. *remercie* le Secrétaire général du Parlement sri-lankais de sa communication et de sa coopération ;
3. *est préoccupé* par le fait que M. Bathiudeen a été détenu pendant six mois en application de la loi N° 48 de 1979 sur la prévention du terrorisme (Dispositions provisoires) sa requête en protection de ses droits fondamentaux n'ayant pas été examinée avec la diligence voulue ;
4. *est également préoccupé* par l'absence d'information officielle concernant les faits concrets sur la base desquels M. Bathiudeen est considéré comme suspect dans le cadre de l'enquête, ce qui ne peut qu'étayer l'affirmation du plaignant selon laquelle aucun fait ne peut en réalité lui être reproché ;

5. *appelle* par conséquent les autorités compétentes, soit à mettre rapidement en accusation M. Bathiudeen si des éléments de preuve solides et fiables peuvent être retenus contre lui, soit à abandonner les charges portées contre lui ; et *souhaite* recevoir des informations précises sur ce point ;
6. *est profondément préoccupé* par le fait que la loi N° 48 de 1979 sur la prévention du terrorisme (Dispositions provisoires) n'a pas été abrogée ni modifiée contrairement à ce qu'ont recommandé à maintes reprises les mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies et en dépit de nombreux engagements pourtant pris en ce sens par les autorités sri-lankaises ; *rappelle* à cet égard que la loi autorise les arrestations sans mandat pour des « activités illégales » sans autre précision et qu'elle autorise le placement en détention pour une période allant jusqu'à 18 mois sans que les autorités ne soient tenues de présenter le suspect à un juge, ce qui a donné lieu à de multiples abus ; *prie* par conséquent le parlement d'user de ses pouvoirs pour procéder au réexamen complet de cette loi et de l'abroger ou de la modifier, conformément aux obligations internationales en matière de droits de l'homme souscrites par Sri Lanka; et *souhaite* recevoir des informations à ce sujet, notamment sur le point de savoir si le parlement souhaite recevoir une assistance de l'UIP à cette fin ;
7. *prie* le Secrétaire général de porter la présente décision à la connaissance des autorités parlementaires, du ministère public, du plaignant et de toute tierce partie susceptible de lui fournir des informations pertinentes ;
8. *prie* le Comité de poursuivre l'examen de ce cas et de lui faire rapport en temps utile.